

ou ces individus doivent vivre de l'assistance publique, on nous parle d'austérité, au Canada et au Parlement de la nation.

A mon sens, nous devrions adopter une autre politique visant à développer le pays et non pas proposer des mesures d'austérité ou inflationnistes. Le gouvernement veut combattre l'inflation, mais comment peut-il le faire, quand c'est lui-même qui en est la cause, quand c'est lui-même qui a provoqué la crise relative au coût des matériaux de construction, en imposant une taxe de vente sur ces matériaux et en haussant le taux d'intérêt des emprunts de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

Et ce même gouvernement vient nous dire qu'il veut combattre l'inflation! Cela n'est pas sérieux.

Je dis que le ministre des Finances (M. Benson) connaît la situation, mais il est obligé de dire à la Chambre ce que la finance du pays lui demande de dire et non pas ce que le peuple, qui l'a élu, lui demande de dire. Il méprise le slogan des libéraux, à propos d'une société juste. Il n'existera pas de société juste si l'on adopte des mesures d'austérité, des mesures nous forçant à nous serrer la ceinture, quand on ne sait pas quoi faire de nos surplus et de notre main-d'œuvre, et quand on nous parle de bien-être social et de la misère au Canada.

Monsieur le président, je ne voulais pas parler trop longtemps sur cet article, mais je le trouve illogique. Tout d'abord, cet argent n'ira pas dans le Fonds du revenu consolidé, mais il servira à enrichir les riches et à appauvrir les pauvres. Ensuite, il constitue une injustice sociale et va nettement à l'encontre du slogan en vertu duquel les libéraux veulent établir une société juste.

Comme je l'ai dit à la Chambre, lors du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, l'an dernier, il ne s'agira que d'une société juste pour le «fun». Aujourd'hui, nous avons la preuve de ce que je disais à cette époque, en lisant les amendements qu'on désire apporter à la loi de l'impôt sur le revenu.

Combien de Canadiens pourraient développer le pays davantage! Nous sommes en train de supprimer l'initiative de ceux qui ont encore du cœur au ventre. Nous sommes en train de supprimer l'initiative de ceux qui ont du talent et qui veulent le développer. Parce qu'on devra faire vivre, au moyen de nos taxes, une partie de la population qui bénéficiera du bien-être social, parce que le gouvernement, au lieu de trouver de l'emploi à la main-d'œuvre, ne peut offrir aux pauvres que la sécurité du bien-être social, nous sommes dans un marasme épouvantable.

Combien de jeunes talents, de professionnels, d'architectes, d'ingénieurs, de gens compétents, d'étudiants, qui sortiront de nos universités dans quelques semaines et qui, ne trouvant pas de débouchés sur le marché de la main-d'œuvre, voudront aller partout dans le monde chercher un emploi? Le gouvernement n'a pas prévu de politique de développement économique. Plus l'austérité existera, plus les citoyens iront dans d'autres pays chercher...

M. le vice-président: A l'ordre. Je ne voudrais pas couper l'initiative de l'honorable député, mais j'estime qu'il ne s'en tient pas tout à fait à l'article 27, que nous étudions présentement, et qui a trait à l'impôt de progrès social. Je lui demanderais donc de bien vouloir s'en tenir à cet article

M. Rondeau: Je vous remercie, monsieur le président, mais lorsqu'on parle de progrès social, c'est très large.

Au fait, le progrès social veut dire beaucoup de choses. Il implique toutes les classes de la société, y compris le père et la mère de famille, l'ouvrier, le cultivateur, et tous ceux qui sont taxés par cette nouvelle loi.

Cela veut dire beaucoup de choses et c'est très important. C'est peut-être la raison pour laquelle mes remarques vous ont semblé dépasser le cadre de la discussion, mais un impôt de 2 p. 100 pour tous ceux qui gagnent \$6,000 par année—cela comprend pas mal de monde—affectera la très grande majorité de notre population canadienne, qui ne verra pas, dans cette loi, un moyen de s'épanouir, de se développer, et qui dira: Avec un gouvernement «taxeux», avec un gouvernement de «pickpockets», nous allons trouver de l'emploi ailleurs qu'au Canada. C'est la raison pour laquelle actuellement tant de Canadiens qui ont du talent, qui ont de l'initiative, veulent émigrer dans les autres pays, en vue de chercher la justice sociale et le progrès social qu'ils ne peuvent trouver dans ce bill.

[Traduction]

M. Barnett: Monsieur le président, je crois que le député de Trois-Rivières a été, comme il convenait, mis à sa place au cours de l'éloquent discours que nous venons d'entendre en français. Je pense qu'il ne sortira pas de sitôt cette vieille rengaine qu'il a tenté d'attribuer à mon collègue le député de Winnipeg-Nord-Centre: écorchons le riche pour aider le pauvre. Il devrait être clair pour le député de Trois-Rivières que mon collègue ne proposait pas qu'on écorche qui que ce soit. Il donnait simplement à entendre qu'il faudrait une mesure raisonnable de justice dans l'application des impôts que le gouvernement doit